



Acquis de civilisation : la Sécurité Sociale de 1945

lundi 5 juillet 2021, par [Bariaud](#)

RETRAITÉ-ES, CONTINUITÉ DE LA VIE SYNDICALE

ACQUIS DE CIVILISATION : LA SÉCURITÉ SOCIALE DE 1945

Pour Georges Buisson du Bureau confédéral CGT : « Il s'agit de garantir le travailleur contre les principaux risques : chômage, maladie, invalidité, vieillesse. »

22

Le Lutin N° 2017 - Juin 2021



40 ans plus tard, une ministre s'inquiète du coût de la santé et son successeur Claude Evin précise : « 50 % des dépenses médicales sont relatives aux deux derniers mois de la vie d'un individu ». On est prévenus...

Fin 2018, à l'initiative du syndicat CGT de l'hôpital de Beaumont-sur-Oise, dans les locaux de l'UL, on organise un comité de défense. Un tract alerte : « au nom de la performance et de la modernisation, les services de réanimation, de néonatalogie, de pédiatrie et chirurgie sont menacés... Le manque criant de généralistes entraîne la saturation des services d'urgence... On va au-devant d'une catastrophe sanitaire ! ».

Dans cette lointaine banlieue de Chambly, Persan, Beaumont, complètement désindustrialisée, un taux de chômage

trivelle conseilat s'y maintient espérément les malades... Et pour cause, le service de réanimation avait fermé.

De nombreux décès... Nous avons un bel ensemble hospitalier à Beaumont et Saint Martin de Terres spécialisés pour les vieux et vieilles, service de gériatrie, EHPAD et unité de soins de longue durée. Des vieillards de cette unité sont transférés à l'EHPAD voisin et perdent les soins d'une infirmière pérenne, même la nuit... Et elle démissionne tout. Avant l'annonce sociale.

Les vieux et les vieilles coûtent chers, nos petits enfants aussi ! 112 lits du service de pédiatrie ont fermé et des infirmières diplômées ne peuvent y accueillir des enfants, des adolescents, en grande souffrance morale, voire suicidaires du fait de leur déshérence, de leur désocialisation imposée par ces mesures insouciantes.

Le professeur Paul Milhaud écrit : « ce n'est pas de respecter pour la vie humaine à son tour et à son tour, en fait, abandonner des personnes qui incitent le pouvoir de notre société comme celles qui agissent sans cesse, et ce pour savoir, le conditionnement inévitablement ».

C'était il y a 30 ans. Et aujourd'hui c'est plus encore, un français sur sept se rend aux personnes âgées, il y a 3 mois : « il ne suffit pas d'acheter des lits chez IKEA... Pour élargir les services réellement ceux de réanimation en fonction d'une crise qui survient une fois par siècle... ».

Comment qualifier cette politique ? Et elle nous ont que faire de notre santé, puisque qu'on fasse des économies sur tout et que le pillage de notre Sécu se poursuive au grand bénéfice du patronat. La crise, c'est eux et elles !

Il nous faut revenir à la Sécu de 1945 ou à l'ancien comité national des moyens et ne peut selon ses besoins : installés Croizat.

Tous les EHPAD de la région sont touchés par le Covid. Une cascade mini-

Pour Georges Buisson du Bureau confédéral CGT : « Il s'agit de garantir le travailleur contre les principaux risques : chômage, maladie, invalidité, vieillesse. »

40 ans plus tard, une ministre s'inquiète du coût de la santé et son successeur Claude Evin précise : « 50 % des dépenses médicales sont relatives aux deux derniers mois de la vie d'un individu ». On est prévenus...

Fin 2018, à l'initiative du syndicat CGT de l'hôpital de Beaumont-sur-Oise, dans les locaux de l'UL, on organise un comité de défense. Un tract alerte : « au nom de la performance et de la modernisation, les services de réanimation, de néonatalogie, de pédiatrie et chirurgie sont menacés... Le manque criant de généralistes entraîne la saturation des services d'urgence... On va au-devant d'une catastrophe sanitaire ! ».

Dans cette lointaine banlieue de Chambly, Persan, Beaumont, complètement désindustrialisée, un taux de chômage de plus de 20 %. Qui ira aux urgences avec ce nouveau forfait de 18 €, quand on n'a pas de

mutuelle ? L'état de santé de la population s'affaiblira.

Plus de mille en manifestation locale et avec des dizaines d'élu·es et leurs écharpes tricolores... Il y a eu des meetings, on est allé à 170 à la Préfecture du 95, puis au Ministère de la santé à près de 80 et toujours avec ces maire·esses et sénateur·trices pour dénoncer une catastrophe sanitaire programmée. Ils et elles n'ont rien voulu entendre. Rien.

Et le service de réanimation est fermé brutalement avec ses 14 lits, dont 4 de soins intensifs, ses 5 respirateurs délocalisés on ne sait où. On est en pleine pandémie !

Tous les EHPAD de la région sont touchés par le Covid. Une circulaire ministérielle conseillait d'y maintenir expressément les malades... Et pour cause, le service de réanimation avait fermé. De nombreux décès...

Nous avons un bel ensemble hospitalier à Beaumont et Saint Martin de Tertre spécialisé pour les vieux et vieilles, service de gériatrie, EHPAD, et unité de soins de longue durée. Des vieillard·es de cette unité sont transférés à l'EHPAD voisin et y perdront les soins d'un·e infirmier·e permanent, même la nuit... Ils et elles démembrent tout. Avant fermeture totale.

Les vieux et les vieilles coûtent chers, nos petits enfants aussi ! 12 lits du service de pédiatrie ont fermé et des infirmier·es désespérés ne peuvent y accueillir des enfants, des adolescent·es, en grande souffrance morale, voire suicidaires du fait de leur déscolarisation, de leur désocialisation imposée par ces mesures incohérentes.

Le professeur Paul Milliez écrivait : « un tel manque de respect pour la vie humaine à son aube et à son déclin, un tel abandon des personnes qui incarnent le passé de notre société comme celles qui représentent son avenir, s'il se poursuivait, la condamnerait irrémédiablement ».

C'était il y a 30 ans. Et aujourd'hui c'est pire encore, un 1er ministre ose répondre aux personnels soignants, il y a 3 mois : « Il ne suffit pas d'acheter des lits chez IKEA...Faut-il dimensionner les services notamment ceux de réanimation en fonction d'une crise qui survient une fois par siècle... ».

Comment qualifier cette politique ? Ils et elles n'en ont que faire de notre santé, pourvu qu'on fasse des économies sur tout et que le pillage de notre Sécu se poursuive au grand bénéfice du patronat. La crise, c'est eux et elles !

Il nous faut revenir à la Sécu de 1945 où « chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins » insistait Croizat.